



Contact :

Monsieur Michel Gagnon, ing.
Président

**Association
professionnelle des
ingénieurs du
gouvernement du
Québec (APIGQ)**

Téléphone (418) 683-3633

Télécopie (418) 683-6878

<http://www.apigq.qc.ca>

lepont@apigq.qc.ca

Communiqué de presse

Le projet sur les infrastructures: Beaucoup de paperasses mais pas de vision globale!

Québec, le 15 novembre 2007. Pour corriger le déficit d'entretien des infrastructures, le gouvernement Charest propose une loi qui impose de nouveaux processus administratifs centralisateurs, mais qui n'offre aucune garantie et qui, de toute évidence, est le résultat d'une vision étroite de la situation du Québec. « Ce n'est pas en associant le terme « rigoureux » au titre du projet de loi que le Gouvernement s'assurera que les contribuables en auront pour leur argent » affirme l'ingénieur Michel Gagnon, Président de l'Association professionnelle des ingénieurs du gouvernement du Québec (APIGQ).

Dans un souci d'équité envers les prochaines générations, l'APIGQ demande au Gouvernement d'assumer ses responsabilités. Elle recommande au Gouvernement de mettre en place une véritable politique « d'utilisateur-payeur » dont les revenus seront rigoureusement affectés à la conservation des chaussées et des structures. Elle recommande aussi d'y associer une politique musclée favorisant le transport en commun.

Il faut toutefois reconnaître que pour la première fois, le projet de loi présenté par la ministre Forget offre un peu d'espoir à l'APIGQ qui lance, depuis plusieurs années, un cri d'alarme au sujet de l'état de désuétude des infrastructures routières. « Le toit de la maison coule, ce n'est pas le moment de construire une verrière » illustre le président de l'Association pour décrire la situation des infrastructures routières au Québec. Selon l'APIGQ, ce n'est pas en permettant aux entreprises privées de faire des profits substantiels sur le dos des contribuables, par le biais des PPP, que l'on évitera à nos enfants et nos petits-enfants de payer pour la négligence dont ont fait preuve les gouvernements précédents.